

## Il n'y aura "pas d'annonces magiques"

Effectivement, il n'y en a pas eu ! Depuis des semaines, nous attirons l'attention sur les conséquences de l'application de la réforme voulue par le gouvernement pour les pensions des enseignants-chercheurs et des chercheurs. Nous n'avons pas eu d'éléments en réponse aux simulations que nous avons faites qui montrent que, sans revalorisation des salaires et des primes, les agents de l'ESR seront immanquablement perdants.

Ce qui se joue avec cette réforme, ce qui se joue c'est la question du contrat social entre les Enseignants-Chercheurs, Chercheurs, et l'État. **Aujourd'hui, les personnels que nous représentons sont recrutés après un BAC+8 à 1,3 SMIC (en 1985 on était à 2,4). Peut-on considérer qu'il s'agit d'une rémunération qui manifeste une reconnaissance du niveau d'études exigé ?** Jusqu'alors, le contrat « tenait » du fait des conditions d'exercice du métier, conditions qui se dégradent d'année en année, et de la perspective d'une retraite viable... Si la réforme de retraites conduit à une baisse des pensions, le contrat ne tiendra plus ! **On ne s'étonnera pas de voir les jeunes docteurs les plus brillants partir à l'étranger.**

Si réforme il doit y avoir, elle ne doit pas faire de perdants. C'est pourquoi **Sup'Recherche – UNSA demande :**

- **la suspension *sine die* des éléments de la réforme qui relève d'un ajustement paramétrique.**
- **l'ouverture par le gouvernement dans les jours qui viennent de concertations sur les rémunérations et carrières sans tabou avec les partenaires sociaux sans attendre une hypothétique loi de programmation de la recherche.**

Les concertations doivent conduire à des propositions **négociables** visant le renforcement du contrat social des fonctionnaires d'État au service d'une politique ambitieuse pour l'Enseignement Supérieur et la Recherche.

**Sup'Recherche-UNSA**, avec la fédération UNSA éducation et les syndicats de l'ESR avec lesquels nous travaillons au quotidien : A&I et ITRF-BiO, **appelle à la grève et à la mobilisation le mardi 17 décembre** pour réaffirmer notre détermination à obtenir du gouvernement pour que ce projet du système universel des retraites, dont nous n'étions pas demandeurs, ne fasse aucun.e perdant.e quelque soit le métier, la filière, l'âge.

Ivry-sur-Seine le 13 décembre 2019  
Pour le Conseil National  
Jean-Pascal Simon,  
Secrétaire Général, Sup'Recherche - UNSA